

JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, maison Dusaux, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies de l'intérieur sont priées d'accompagner toujours les lettres qu'elles adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PREX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG.
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RECLAMES 25 —
FAITS DIVERS 75 —

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale (rue de la Police, n° 15, l'édifice hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGEWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAURENCE, ci-devant N. KAMMEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C. bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. P. BODKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BERNSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chausse d'Antin, 33; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^o, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse-Friedrichstr., n° 66; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

	En argent.	En roubles.	En roubles.
Russie (Saint-Petersbourg)	2 r. 50 k.	5 r. 10 k.	18 r.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 r. 50 k.	5 r. 10 k.	22 r.
Etats de l'Union postale Allemande	2 r. 50 k.	5 r. 10 k.	22 r.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3 r.	6 r. 10 k.	27 r.
Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 r. 25 k.	6 r. 25 k.	30 r.
Etats-Unis d'Amérique	3 r. 75 k.	6 r. 75 k.	36 r.

En ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.
à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements de moins d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15.
Abonnements pour l'Intérieur: adresser les lettres et l'argent au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les lettres de paiement en argent, soit en timbres postés de 5 cop. et au-dessus.
Abonnements pour l'Étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouk, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 12 janvier.

ARMÉE DE TERRE. L'aide de camp général baron de Ramsay, général d'infanterie, adjoint au commandant en chef des troupes de la circonscription militaire de Varsovie, devant faire une absence à l'étranger pour cause de maladie, l'intérim de ses fonctions est confié à l'aide de camp général Minkwitz, chef de l'état-major de la même circonscription militaire. (Ord. du jour imp. du 11 janvier.)

MARINE IMPÉRIALE. Promotions au grade de vice-amiral, et admissions à la retraite avec pension et droit de porter l'uniforme, les contre-amiraux à la suite de la flotte de réserve Müller, Ableschev et Proffen. (Ord. du j. imp. du 3 janvier.)

MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR. Nomination à un emploi de professeur de 1^{re} classe, à l'Académie impériale des beaux-arts, le conseiller d'Etat actuel Willwald, professeur de seconde classe à cette même académie.
Décès le conseiller d'Etat actuel prince Dolgoroukoff, en fonctions d'écuyer de la cour. (Ord. du j. du ministre de la maison de l'Empereur du 25 décembre.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. Confirmation en qualité de membre consultatif du comité vétérinaire, le conseiller d'Etat actuel Midendorff (du 8 octobre 1872).

Admission à la retraite sur demande les conseillers d'Etat actuels de Stein, en disponibilité au ministère et placé à la disposition du gouverneur de Livonie (16 décembre), et Zedelsky, gérant des postes du gouvernement de Kharkow. (Ord. du jour du ministre de l'Intérieur du 22 décembre.)

CORPS CONSULAIRES ÉTRANGERS. M. Christophe Rébecq a obtenu son exequatur en qualité de consul d'Italie à Tiflis. (Gazette du sénat.)

Le 29 mai 1872, sanctionnant une décision du comité des ministres, S. M. l'Empereur a daigné ordonner de fixer comme dernier terme pour l'échange des anciens billets de crédit le 1^{er} janvier 1873 pour tous les gouvernements de la Russie d'Europe sauf le district de Mézène (gouvernement d'Arkhangel) ainsi que pour le royaume de Pologne, et le 1^{er} juillet 1873 pour le district de Mézène (gouvernement d'Arkhangel), la Sibirie, le Turkestan et la Transcaspienne. (Message officiel.)

BREVETS : 1^o de 10 ans à M. Jules Frédéric Moor Pollock, sujet étranger, pour une machine perfectionnée destinée à la fabrication des briques; 2^o de 5 ans à MM. Nagel et Kemp, de Hambourg, pour une machine perfectionnée centrifuge pour tamer. (Gazette du sénat.)

POSTES. Ont été supprimés les relais de poste de Daleszyce et de Szydlow (gouvernement de Kielce), de Yuzerow et de Zaklikow (gouvernement de Lublin). (Idem.)

Banque de l'Etat.

AVIS. A partir du 12 janvier le taux de l'intérêt est fixé à St-Petersbourg et dans toutes les succursales et tous les comptoirs de la Banque à 7 1/2 0/0 pour l'escompte des lettres de change et les avances sur marchandises, et à 8 1/2 0/0 pour les avances sur fonds publics.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Bien que les journaux anglais témoignent depuis peu des appréhensions exagérées au sujet de l'Asie centrale, la plupart d'entre eux discutent néanmoins ces questions d'une manière sérieuse et en termes généralement modérés.

Cette réserve n'est pas dans les habitudes de tous les organes de la presse.

Pour donner à nos lecteurs un échantillon du son-sa-fa avec lequel quelques-uns d'entre eux traitent ce sujet, nous ne croyons pas pouvoir mieux faire que de résumer l'article suivant du *Morning-Post* :

Ce journal exprime, non sans une certaine satisfaction, l'opinion que l'attitude conciliante de la Russie vis-à-vis de l'Angleterre est motivée par la crainte d'une insurrection générale des tribus musulmanes de l'Empire. Du fait que les races tartares préféreraient la domination anglaise à celle de la Russie et qu'en ce moment une intervention britannique dans l'Asie centrale nous serait au plus haut degré désagréable. Dans une pareille situation, — poursuit cet organe, — nous devrions profiter de nos avantages pour régler définitivement cette question. L'on parviendrait à une solution pratique en traçant une ligne entre les possessions asiatiques des deux pays, qui placerait Boukhara du côté anglais, et en érigeant en *cassus belli* toute attaque contre ce khanat.

La même feuille jette un cri d'alarme dans un autre *leader*, consacré aussi à la question de l'Asie centrale. Les dangers résultant de la marche des Russes sur Khiva sont insignifiants, — dit-elle, — comparés à ceux du côté de l'Empire des Indes. Les Russes ont menacé du côté de la Perse. Pendant que le public discutait les limites dans lesquelles il faudrait renfermer la puissance russe au nord de l'Oxus, la Russie a exécuté un mouvement tournant et s'avance par la route qui mène à Hérat vers la partie la

plus vulnérable de nos possessions dans l'Inde. Par un traité secret conclu, il y a deux ans, entre le Tsar et le shah de Perse, celui-ci a cédé à la Russie la vallée d'Attreck, située au nord de la Perse sur la frontière du Turkestan. Avant cette cession, le poste le plus avancé de la Russie sur la mer Caspienne, du côté du Turkestan, était Krasnovodsk, situé à environ 150 milles au nord de l'Attreck. Les possessions russes semblaient donc être séparées de la Perse et de l'Afghanistan par une zone de territoires indépendants, dont la largeur était de 150 milles environ dans les régions de la mer Caspienne et de 3 à 400 milles dans le Turkestan du centre et de l'Est.

Le *Morning-Post* ajoute qu'à l'époque de la guerre de Crimée, ce territoire indépendant comprenait tout le Turkestan et que l'Angleterre a été systématiquement jouée par la Russie, car celle-ci, au moment où elle affirmait son intention de se borner à l'occupation de Khiva, avait, en réalité, dépassé la ligne de la frontière méridionale du Turkestan. Pendant que l'on nous racontait, poursuit ce journal, que la nécessité absolue de punir les tribus qui habitent le Turkestan était le seul motif de l'expédition contre ce pays, la Russie a construit le premier fort sur ce qui était autrefois un vaste territoire neutre. Pour faire comprendre à ses lecteurs la signification de cette annexion, le *Morning-Post* démontre que les Russes peuvent pénétrer par la vallée de l'Attreck jusqu'à la ville de Meshed et de là jusqu'à Hérat, qui est la clef de l'Inde et où convergent les grandes routes vers la frontière du Nord-Ouest. La Russie a occupé le Khorassan, voilà un mot qui soulèvera l'indignation des Anglo-Indiens, voilà un fait qui n'admet qu'une seule interprétation. Le *Morning-Post* continue en déclarant qu'il est absolument nécessaire d'empêcher la Russie de s'établir dans le Khorassan. Il faut, — dit-il, — que le cabinet de St-Petersbourg sache que cette transaction, faite à notre insu, est nulle et non avenue. Cette question préoccupe déjà le monde commercial en Allemagne. On y a compris que la Russie a fait une démarche qui peut sérieusement troubler les relations pacifiques entre le Tsar et la reine Victoria, si le cabinet de St-Petersbourg persiste dans son attitude. La Russie s'est déclarée satisfaite du maintien du *status quo*, — conclut le *Morning-Post*, — mais ce *status quo* n'implique pas notre consentement à l'annexion de la vallée de l'Attreck.

Voilà de la haute fantaisie politique et géographique. Nous ne savons pas trop si le *Morning-Post* a pris la peine d'étudier la carte de l'Asie avant de se livrer à ces écarts d'imagination. Nous supposons en tout cas que la carte qu'il a consultée doit être sur une échelle bien réduite pour qu'il envoie avec tant de facilité les troupes russes de Krasnovodsk à Meshed et jusqu'au fond du Khorassan, à travers des déserts de sable que même les hardis pionniers anglais qui ont exploré l'Asie ne sont pas parvenus à franchir.

Le *Morning-Post* aurait dû livrer son secret pour transporter ainsi des armées à vol d'oiseau avec armes, vivres et bagages, à des distances de 150 à 200 lieues. Beaucoup de gouvernements lui en seraient reconnaissants. Quant à l'histoire, ce journal en fait aussi bon marché que de la géographie.

Il parle d'un traité secret conclu entre la Russie et la Perse pour la cession de la vallée de l'Attreck. Ce traité a dû être bien peu secret puisque le *Morning-Post* en a été instruit. Mais cela pose un journal de montrer qu'il est bien informé, et pour se donner cette satisfaction on peut bien risquer une petite invention.

Nous voyons aujourd'hui, par un télégramme de Londres, que le ministre de Perse en Angleterre a démenti l'existence de ce traité secret. Quel dommage pour la perspicacité du *Morning-Post* ! Si l'en venait en se montrant incrédule à l'égard des démentis diplomatiques.

Il en sera sans doute de même quant à la fable d'une occupation du Khorassan par la Russie, — fable sur laquelle porte également le démenti attribué au ministre de Perse à Londres. Le *Morning-Post* ne croira pas à cette rectification. Si le Khorassan n'est pas encore occupé, dira-t-il, il le sera — c'est certain. Ce ne serait d'ailleurs qu'une bouchée pour les appétits insatiables de la Russie, que la conquête de la Perse, des Indes et de la Chine d'un côté, celle de Constantinople et de la Turquie de l'autre, suffiraient à peine à satisfaire.

Pauvre Russie ! En 1854, les publicistes de l'école du *Morning-Post* la reléguèrent au-delà du Volga. Aujourd'hui voilà qu'on lui barre le chemin du côté opposé et qu'on la relègue au-delà du Syr-Daria, de l'Amou-Daria, de la mer d'Azal, et même de la Caspienne.

Les géographes futurs finiront par être assez embarrassés pour fixer sa place sur la carte du monde.

Noter qu'en même temps tous les gouvernements qui ont le malheur de se trouver en contact avec la barbarie asiatique ou africaine ne demandent à personne la permission de faire des expéditions militaires pour châtier les brigands du Nepoul, de la Birmanie, du Thibet, de l'Abyssinie, de l'Atlas et du Maroc. Personne n'a songé à les accuser de vouloir dévorer le monde. Mais

la Russie, c'est autre chose, dira le *Morning-Post*.

Cependant, à notre époque, la calomnie même demande à être faite avec discernement pour produire son effet. Il ne faut violenter outre mesure ni les faits ni la carte. Tout finit par se savoir et par s'éclaircir. Le public pourrait s'en prendre aux mystificateurs.

Nous n'ajoutons qu'une seule réflexion. D'un côté le *Morning-Post* affirme que rien ne serait plus facile à l'Angleterre que d'exciter par des émissaires les musulmans, Doungans, etc., etc., à se réunir contre la domination russe. D'un autre côté, il cherche à démontrer que la marche en avant de la Russie dans ces contrées menace des périls les plus sérieux pour l'empire britannique des Indes.

Il faudrait cependant s'entendre. Si l'Angleterre est effectivement en mesure d'ébranler à si peu de frais et à si peu d'effort l'autorité du gouvernement russe dans ses nouvelles acquisitions, il semble que cela devrait rassurer complètement le *Morning-Post* sur les conséquences des progrès de la Russie.

Si, au contraire, ces progrès sont effectivement de nature à permettre à la Russie de menacer la sécurité de l'empire des Indes, on se demande pourquoi ces provocations de langage qui pourraient à la longue blesser le sentiment national russe ?

La vérité, comme toujours, est entre les deux. Il est certain que l'Angleterre et la Russie peuvent se nuire réciproquement en Asie par de mauvaises procédés et des actes réciproquement hostiles.

Il en résulte évidemment que leur intérêt mutuel est d'éviter cet antagonisme également désavantageux par un franc et loyal accord.

Il nous semble que c'est cette voie que les deux gouvernements ont très sagement choisie.

S'il en est ainsi les excitations assez peu adroites du *Morning-Post* ne réussiront pas à troubler cette bonne entente.

L'Invalide russe annonce que S. A. I. le commandant en chef des troupes de la garde et de la circonscription militaire a ordonné à toutes les troupes de la circonscription de porter le grand deuil, à l'occasion du décès de S. A. I. M^{te} la grande-duchesse Hélène Pavlovna, depuis le 9 janvier jusqu'au jour des funérailles.

La Gazette de police trace l'itinéraire du cortège funèbre lors de la translation de la dépouille mortelle de S. A. I. la grande-duchesse Hélène Pavlovna. En quittant le palais Michel, le cortège suivra la rue des Ingénieurs, la grande Sadovaya, le Champ-de-Mars et traversera la Nèva en face du Palais de marbre.

Les personnes désignées pour faire partie du cortège sont seules autorisées à se rendre en équipage au palais Michel et à la forteresse. Les voitures stationneront auprès du palais Michel aux endroits qui leur seront indiqués par les gardemans.

Dans la forteresse, on observera l'ordre suivant : Tous les équipages de la famille impériale, du corps diplomatique, des ministres et des personnes invitées au service funèbre dans la cathédrale pénétreront dans l'intérieur de la forteresse. Les équipages vides de la famille impériale, du haut clergé et des ministres stationneront à gauche de la cathédrale, près de la Monnaie, entre les maisons du commandant et du major de place. Les équipages du corps diplomatique stationneront à droite, de l'autre côté du canal, sur la place près de la porte de Kronwerk (à côté de la maison où est le canon). Pour ce qui est de tous les autres équipages, ils stationneront l'après-midi, près de la maison de l'ancien trésorier. Les équipages qui n'ont pas droit d'entrée dans la forteresse stationneront dans la rue Dvorianka, jusqu'à la place de la Trinité.

L'entrée à la forteresse est interdite au public jusqu'à la fin de la cérémonie.

La Gazette annonce en outre que l'on pourra entrer dans la forteresse par les portes Nevsky et Ioannovsky. Tous les équipages, à l'exception de ceux qui doivent rester dans la forteresse, seront dirigés en passant par la porte Kronwerk sur la rue Dvorianka et la place de la Trinité. C'est en repassant par la même porte qu'ils reviendront prendre leurs places après la fin de la cérémonie.

La même feuille porte à la connaissance du public que des billets spéciaux sont préparés pour les personnes ayant droit d'entrée au palais Michel et à la forteresse de St-Pierre et St-Paul le jour de la translation de la dépouille mortelle de M^{te} la grande-duchesse Hélène Pavlovna et le jour des funérailles de feu Son Altesse Impériale. C'est à la chancellerie du grand-maître de police de St-Petersbourg qu'on peut s'adresser pour les obtenir.

Nous voyons déjà annoncé, d'après la *Voke*, que les élections des candidats aux fonctions de membres du conseil municipal de St-Petersbourg pour le 1^{er} et le 2^e catégorie des électeurs urbains sont achevées, et nous en avons publié les résultats. On a procédé ensuite aux élections des candidats à choisir pour la troisième et dernière catégorie. C'est hier qu'elles se sont terminées. Il y avait 1,150 candidats dans cette catégorie, ce qui, réuni au nombre des candidats élus par les deux premières catégories, fait monter le chiffre de tous les candidats à 1,800. On doit dire, sur ce nombre, 253 membres du conseil. Ces élections commenceront le 16 janvier.

Il résulte du dernier compte-rendu sur l'opération du rachat que depuis le commencement de cette opération jusqu'au 1^{er} janvier 1873 il a été conclu 79,371 transactions, dont 76,116 ont été ratifiées. Au nombre de celles-ci, 21,156 ont eu lieu à la suite d'accords entre propriétaires et paysans ; quant aux autres, elles ont été conclues sur la demande des pro-

priétaires ou des établissements de crédit. Le nombre des paysans rachetés est de 6,835,553, l'étendue de la terre rachetée — de 24,023,670 dessiatines, et le chiffre des avances faites aux paysans pour leurs rachats — de 628,446,576 r. L'actif de l'opération de rachat monte à 622,223,625 r. Pour ce qui est du passif, les chiffres les plus élevés tombent sur les propriétaires, dont la dette aux anciens établissements de crédit s'élève à près de 272 1/2 millions, et sur les billets de rachat 5 0/0 — près de 167 millions ; puis viennent les billets de rente 5 1/2 0/0, ceux de 5 0/0, de la seconde émission, etc., etc.

La Gazette (russe) de l'Académie annonce que des conférences populaires vont être faites tous les jeudis de 8 à 9 heures du soir au musée pédagogique des écoles militaires.

La première conférence aura pour objet l'examen de la question de savoir quelles sont les causes principales immédiates des affections cholériques. La suivante sera un récit du docteur Ilinski sur « nos logements ».

Un correspondant de la Bourse rend compte à ce journal de désordres qui ont eu lieu le 1^{er} janvier à Kostroma, dans une filature de lin appartenant à M. Michine. Il paraît que les ouvriers de cette fabrique étaient depuis longtemps mécontents de leur sort, plus dur, dit-il, que celui des autres travailleurs des autres filatures. Ainsi, M. Michine ayant fait annoncer que les travaux commencent le premier jour de l'an à cinq heures du soir, et non à minuit, comme dans les autres fabriques, les ouvriers de sa filature se sont réunis à l'heure dite devant la fabrique, mais ont refusé d'entrer pour commencer le travail. Les imprécations et les menaces n'ayant pas fait défaut, et les exhortations du directeur et du propriétaire de la filature étant restées infructueuses, ceux-ci envoyèrent prévenir les autorités. Le maître de police de la ville envoya immédiatement 40 soldats sur les lieux et vint lui-même engager les ouvriers à se disperser. La foule obtempéra immédiatement à son désir. Aucune arrestation n'a été faite ; toutefois, par mesure de précaution, le détachement militaire est resté à la filature jusqu'à quatre heures du matin.

Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 10 janvier 1873 :

	Sexe masc.	Sexe fem.	Total.
Malades au 10 janvier.	167	58	225
Cas nouveaux.	6	7	13
Guerisons.	1	1	2
Décès.	4	1	5
Il restait en traitement au 11 janvier.	168	64	232
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 ^{er} avril 1872 au 11 janvier 1873) :			
Cas.	3097	1768	4865
Guerisons.	1939	1050	2989
Décès.	1016	628	1644

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

PROCES DE SERGE GUENNADIEV NETCHAIEV, BOURGEOIS DE LA VILLE DE SCHONIA, AYANT QUALITÉ D'INSTITUTEUR PRIVÉ, ACCUSÉ DE MEURTRE.

Tribunal d'arrondissement de Moscou, audience du 8 janvier 1873.

(Résumé d'après le compte-rendu sténographique publié par le *Messageur officiel*.)

La cour est présidée par M. le premier président Deyer. Au banc de l'accusation siège M. le procureur Joukov. Le banc de la défense est vide, par suite de la résolution de l'accusé, de ne pas se défendre.

L'accusé est introduit dans la salle à midi 40 minutes.

M. LE PRÉSIDENT. Accusé : Vous vous nommez Serge Guennadiev Netchaïev ?

L'accusé. Avant de répondre à votre question, je prie...

M. LE PRÉSIDENT (interrompant). Etes-vous ou non Serge Guennadiev Netchaïev ?

L'accusé. Avant de répondre à cette question, j'ai l'honneur de déclarer que je ne reconnais point aux tribunaux russes le droit de me juger et que je ne me considère point comme un accusé. Si la cour désire savoir mes raisons je me ferai un devoir de les expliquer.

M. LE PRÉSIDENT. Attendez de donner vos explications. Vous êtes délégué au tribunal d'arrondissement de Moscou par la cour de justice de cette ville. Le tribunal d'arrondissement, en vertu de l'article 549 du code de procédure criminelle, n'a pas le droit d'entrer dans l'examen des questions de compétence et doit remplir le mandat dont l'a chargé la cour de justice de Moscou. Si vous considérez comme illégale la résolution de la cour de justice, vous avez le droit de vous pourvoir en cassation auprès du sénat. Je regarde donc la question comme résolue et je vous invite à ne plus y revenir.

L'accusé (en élevant fortement la voix). M. le président ! Je suis un émigré, j'ai cessé d'être le sujet de l'Empereur de Russie, les formalités de votre procédure ne peuvent avoir pour moi aucune signification (On fait sortir l'accusé sur l'ordre du président ; il continue à parler pendant qu'on l'emmène). Je considère comme infamant pour moi de permettre qu'on jugeât ma conduite (A ces mots la porte se ferme sur l'accusé).

Une vive agitation s'est emparée du public ; on crie de toutes parts : « A la porte ! on le met dehors ! »

M. LE PRÉSIDENT (en agitant la sonnette). Aucune manifestation n'est permise devant la cour, qu'elle soit en faveur de l'accusé ou bien contre lui. Le public n'est pas admis à juger l'accusé. Si une pareille manifestation se reproduit, il sera procédé de suite à l'arrestation des auteurs et des participants.

M. LE PROCUREUR. J'ai l'honneur de faire observer que le tribunal peut se convaincre de l'identité de Netchaïev par les procès-verbaux,

folios 192 et 193, qui sont signés par lui-même, et dans lesquels il se reconnaît pour Serge Guennadiev Netchaïev, délégué à la justice de la cour.

Le tribunal : Considérant que sur la question de l'identité l'accusé, tout en refusant de répondre, n'a pas nié qu'il fut Netchaïev et s'est borné à contester la compétence du tribunal d'arrondissement de Moscou, ce qui équivaut à la reconnaissance de son identité ; considérant en outre l'existence de la signature de l'accusé au bas des procès-verbaux de l'instruction préalable :

A reconnu possible de passer outre et de continuer les débats judiciaires sans chercher à se convaincre d'une manière plus formelle de l'identité de l'accusé avec le nommé Netchaïev.

A appelé des témoins cités, il s'est trouvé qu'il n'y avait de présent à l'audience que le témoin Moukhartov. Les témoins Law, Erostop, Kizo, Klamine et Drozdov n'ont pas comparu, le lieu de leur domicile étant inconnu ; les témoins Ouspensky, Nicolaïev, Pryjov et Kouznetsov sont au bagne. Le tribunal ayant reconnu légales les causes de l'absence des témoins précités, a statué de passer outre, à la condition qu'il sera donné lecture des dépositions écrites des témoins que l'accusation et la défense jugeront nécessaire d'invoquer.

Après la constitution du jury l'accusé est introduit de nouveau.

M. LE PRÉSIDENT. Désirez-vous exercer le droit que vous avez de répudier six jurés de la liste du jury ?

L'accusé. Permettez-moi de déclarer, M. le président...

M. LE PRÉSIDENT. Désirez-vous exercer le droit de répudiation ?

L'accusé (élevant fortement la voix). Toutes les formalités de la procédure russe sont dénuées pour moi de toute signification. (On fait sortir l'accusé. Arrivé à la porte, il crie : « J'ai cessé d'être l'esclave de votre despote ! J'ai cessé d'être l'esclave de votre despote ! »)

M. LE PROCUREUR demande que les dernières paroles de l'accusé soient consignées au procès-verbal de l'audience.

Le jury se compose de 5 négociants, 2 fonctionnaires publics, 2 bourgeois, 1 industriel, 1 bourgeois notable et 1 paysan.

Les jurés prêtent le serment exigé par la loi, et le président leur adresse l'allocation suivante :

« Messieurs les jurés ! Vous vous trouvez vraisemblablement encore sous la pénible impression de ce qui vient de se passer dans cette enceinte, heureusement pour la première fois depuis l'existence des nouveaux tribunaux. Il n'est encore jamais arrivé qu'un insensé se soit permis de dire devant la justice ce que cet homme vient de dire. Cependant, messieurs les jurés, pour la dignité des sentences rendues par un tribunal il faut que tous ses membres se montrent impassibles. On ne peut point rendre un verdict sur la culpabilité d'un homme sous l'influence d'impressions pécuniaires à celle que vous venez d'éprouver. Comme vous avez à rendre un verdict froidement médité, je vous invite à suivre avec attention tout ce qui va se passer à l'audience, car ce n'est qu'alors que vous pourrez vous dire que vous avez rendu un verdict équitable. Oubliez autant que possible la pénible émotion à laquelle vous êtes en proie, soyez complètement impassibles et ne répondez que par le dédain le plus absolu et comme si elles n'existaient point aux sorties que l'accusé pourrait se permettre encore. Il s'agit pour vous de rendre un verdict en pleine connaissance de cause ; je vous invite, par conséquent, encore une fois à bien suivre la marche des débats pour que même cet homme n'ait point le droit de dire qu'il existait en Russie un tribunal qui juge, non d'après les faits du procès, mais d'après l'impression produite par l'accusé. La loi vous donne tous les moyens d'éclaircir votre conscience. Vous avez le droit d'examiner les traces du crime, les pièces de conviction, de poser des questions, par l'entremise du président, à l'accusé et aux témoins. L'accusé refusera fort probablement de vous répondre, mais il vous restera encore bien des moyens de vous convaincre par l'interrogatoire du témoin comparu et par l'audition attentive des dépositions écrites des témoins absents, dont il sera donné lecture. Si quelque chose dans ces dépositions ne vous semble point assez intelligible, vous avez le droit de demander une seconde lecture et toutes les explications qui vous paraîtront nécessaires. »

Le greffier procède à la lecture de l'acte d'accusation. Les circonstances du meurtre commis par Netchaïev, avec le concours des condamnés Ouspensky, Nicolaïev, Pryjov et Kouznetsov, le 21 novembre 1869, sur la personne de l'étudiant Ivanov, ayant été complètement élucidées par le procès politique jugé pendant l'été de 1870 à la cour de justice de St-Petersbourg, et le compte-rendu de ce procès ayant été publié en résumé détaillé dans le *Journal de St-Petersbourg* à cette époque, nous nous abstons de reproduire ce long document, en renvoyant au procès de 1870 ceux de nos lecteurs qui auraient pu perdre le souvenir des circonstances de la mort tragique du malheureux Ivanov. Nous dirons seulement que l'accusation se base principalement sur les aveux de tous les complices du crime, avec qui désignent unanimement Netchaïev comme son principal auteur. La sincérité et l'exactitude de ces aveux sont confirmées, selon l'acte d'accusation, d'abord par la concordance des dépositions avec les faits constatés par l'instruction de l'affaire.

Ainsi, l'heure à laquelle, selon ces dépositions, le crime a été perpétré, coïncide entièrement avec l'heure indiquée par la montre d'Ivanov, qui s'était arrêtée pendant la lutte de l'étudiant avec ses assassins. Les dépositions relatives à la localité et aux moyens employés pour ôter la vie à Ivanov concordent parfaitement avec l'examen du terrain et du cadavre.

Les dépositions concernant le coup de pistolet tiré par Netchaïev dans la chambre de Kouznetsov, après le meurtre, sont justifiées par la

trace d'une balle dans le mur de la chambre susdite. Tous les accusés en outre avaient été amenés séparément sur le terrain où s'est accompli le meurtre et avaient donné des explications et des détails unanimement concordants. Enfin, sur la main droite de Netchaïev on a trouvé des traces de blessures qui ont pu être causées par une morsure.

Le principal accusé, Serge Guennadiev Netchaïev, est originaire de la ville de Schonua. Il est issu d'une famille bourgeoise. En 1866 il subit ses examens et reçut le diplôme d'instituteur privé, et jusqu'au 30 janvier 1869 il exerça les fonctions d'instituteur dans les écoles de district de St-Petersbourg. Le 30 janvier 1869 il se rendit clandestinement à l'étranger. Cela lui réussit une seconde fois après l'assassinat d'Ivanov, mais au mois d'octobre de l'année passée il fut lié par les autorités suisses comme accusé d'un crime d'un droit

sang. Après avoir terminé cette exposition, M. le procureur passe aux causes qui ont déterminé le crime. Il s'attache à réfuter la déclaration de l'accusé, d'après laquelle l'assassinat qu'il a commis aurait eu un but politique. « Je ne comprends point, dit-il, ce qui peut pousser l'accusé à faire une déclaration pareille, vu qu'un meurtre politique est un crime encore plus grave que le crime dont je l'accuse. La loi punit sévèrement les meurtres accomplis dans un but révolutionnaire. Vous êtes inaccessibles à des considérations de ce genre, car vous êtes les représentants de la conscience publique, et vous ne permettez jamais qu'on essaie de vous en imposer par de tels moyens. D'ailleurs la déclaration de l'accusé est fautive. Le meurtre d'Ivanov ne pouvait point avoir de but politique. Ivanov, d'après les dépositions des autres accusés, avait en un délire de Netchaïev, et certes ce n'est pas à lui que ce dernier aurait confié le secret de ses visées politiques. Pour ce qui est de la supposition que Netchaïev aurait voulu priver Ivanov des moyens de nuire à ses projets, chaque assassin cherche à qui pourrait excuser à ses yeux le crime qu'il commet, mais dans la présente affaire, aucun des autres accusés n'a invoqué une pareille excuse.

Le juge d'instruction qui a préparé les éléments du procès relatif à l'assassinat d'Ivanov menait son instruction en même temps que M. le sénateur Tchemodourov dirigeait l'instruction du procès politique de 1870, et cependant il n'a pas cru pouvoir rattacher le premier procès au second. Enfin les autorités suisses n'ont consenti à livrer Netchaïev que quand elles eurent acquis la pleine conviction que le crime dont on l'accusait était dénué de tout caractère politique. Il résulte de tout cela que les assertions de l'accusé sont fausses sur tous les points et absolument sans valeur. Je n'ai jamais en encore, messieurs les jurés, l'occasion de me trouver en présence d'une affaire criminelle dans laquelle les preuves de la culpabilité de l'accusé fussent établies d'une manière aussi nette, aussi irréfutable. Le doute est impossible, mais il se peut que la question des circonstances atténuantes se présente à votre esprit. M. le président ne refusera certes pas de vous expliquer que vous avez le droit d'accorder le bénéfice des circonstances atténuantes quand ces circonstances existent réellement. Cela ne dépend point de votre seul désir, il faut qu'il y ait des faits justifiant un tel verdict. Or, où chercher des faits de ce genre ? Je m'abstiendrai de parler de la personnalité de l'accusé, vous savez en juger vous-mêmes d'après les sorties inqualifiables qu'il s'est permises ici. Souvenez-vous seulement, messieurs les jurés, que l'accusé avait fait attirer Ivanov dans le guet-apens par Kouznetsov, qui était considéré par la victime comme son ami ; que les assassins avaient attiré Ivanov dans la grotte sous un prétexte de transaction toute cordiale ; qu'ils ont commis leur crime avec une ferocité effrayante ; qu'ils ont étranglé Ivanov, ont tiré sur lui et ont martyrisé le pauvre agonisant. Tels sont les faits. Ils contribuent tous à aggraver la culpabilité de Netchaïev et ne peuvent dans aucun cas l'atténuer.

M. le président. Accusé, avez-vous à dire quelque chose pour votre défense ?

L'accusé. Il serait humiliant pour mon nom de me défendre contre une calomnie qui est évidente pour tout le monde. Toute la Russie sait que je suis un criminel politique. Je répéterai ce que j'ai dit à M. le comte Lévaschew : le gouvernement ne peut prendre la vie, mais mon honneur me restera.

M. le président. Le tribunal se propose de poser au jury la question suivante :

« L'accusé Serge Netchaïev est-il coupable d'avoir conçu, pour des causes de haine personnelle, le dessein de tuer l'étudiant Ivanov ; d'avoir choisi dans ce but pour complice quatre autres individus déjà condamnés aux travaux forcés pour ce même crime, et d'avoir exécuté son dessein en attirant Ivanov dans un lieu solitaire — et en l'y tuant sur place d'un coup de pistolet tiré de sa main ? »

Cette question posée, M. le président adresse aux jurés le résumé suivant des débats :

M. le président. Messieurs les jurés ! Je commencerai mon exposé par l'analyse des objections de l'accusé. Son premier argument consiste à affirmer qu'il n'est pas justiciable de notre cour, vu que son crime est un crime politique. Son second argument consiste à dire qu'il ne se considère pas comme sujet russe et, par conséquent, ne se croit point justiciable des tribunaux russes en général. Le premier de ces deux arguments n'a aucune valeur, car si Netchaïev se considérait comme criminel politique, rien ne l'empêcherait de rester en Russie et d'être jugé comme tel. A l'heure qu'il est, il ne peut point être jugé comme accusé politique, car il n'a été extradé au gouvernement russe par les autorités suisses qu'à la condition de n'être jugé que pour le crime de droit commun dont il est accusé. Indépendamment de cela, l'instruction du procès relatif à l'assassinat d'Ivanov se trouve complètement séparée des accusations politiques qui pèsent sur Netchaïev et ses complices. Vous voyez donc, messieurs les jurés, que la première des objections de l'accusé n'a aucune valeur et que nous n'étions nullement tenus, ni M. le procureur, ni moi, de vous donner des explications à ce sujet. Je ne l'ai fait que pour vous convaincre de la complète inanité de ces objections.

Le second argument de Netchaïev est encore plus dénué de fondement. Nous n'avons pas à nous arrêter à la question de savoir s'il se considère comme sujet russe ou non, car chaque Etat indépendant a le droit de juger les individus qui ont commis un crime sur son territoire, même quand ce sont des étrangers. Supposé que le meurtre qui nous occupait ait été commis, non par un Russe, mais par un étranger ; dans ce cas tous ces cinq étrangers auraient été justiciables d'une cour russe et jugés d'après les lois de notre patrie. Pour ce qui est de l'objection de Netchaïev relative à l'incompétence de notre tribunal, j'ai déjà dit à l'accusé qu'il conserve le droit de se pourvoir en cassation auprès du sénat.

Je passe donc à la qualification du crime de Netchaïev. Il est accusé d'avoir assassiné, par guet-apens, l'étudiant Ivanov, dans la grotte de l'académie de Pétersbourg. Je ne crois point avoir besoin de vous expliquer, messieurs les jurés, que ce crime était complètement inutile, et qu'il avait été longuement mûri. En outre il a tous les traits distinctifs du guet-apens.

M. le président s'attache ensuite à prouver que Netchaïev a été l'instigateur et le principal auteur du meurtre. Il s'en réfère pour cela aux dépositions des complices de l'accusé. Netchaïev doit être, par conséquent, reconnu pour le principal coupable. Le mobile du crime, dit M. le président, doit être considéré comme profondément immoral, car il s'agissait de se débarrasser d'un homme hostile aux desseins de l'accusé, et évidemment plus intelligent que lui. Netchaïev s'était assuré la complicité de quatre individus entraînés par lui, et qui subissaient déjà la peine de leur crime ; il avait contraint d'y prendre part même un homme de quarante-deux ans. Il n'a reculé devant rien. L'amitié a été mise par lui au service du crime. Le sol même où ce crime a été accompli était un sol sacré, car il fait partie du territoire d'un établissement d'éducation. Les

charges qui pèsent sur l'accusé sont accablantes. Les dépositions principales émanent d'individus déjà reconnus coupables par la justice et condamnés aux travaux forcés. Je laisse à votre conscience, messieurs les jurés, le soin d'apprécier la validité de toutes ces preuves.

« Le manifeste impérial décrétant la réforme judiciaire dit entre autres choses : « que la clémence règne dans les tribunaux !... »

L'accusé (interrompant). Ce qui n'a pas empêché l'officier de gendarmerie de me battre.

M. le président (sans interrompre son discours). Il faut, messieurs, d'abord établir le sens de cette phrase. Le mot de clémence, employé dans le manifeste, ne se trouve point dans le code criminel, mais il va sans dire que ce code, publié simultanément avec ledit manifeste, doit être empreint de clémence. Il l'est effectivement. Ce code donne au prévenu tous les moyens de constater son innocence pendant l'instruction préalable. Il donne à l'accusé le droit de se choisir un défenseur, et le nomme d'office dans le cas où l'accusé n'a pas les moyens de s'en pourvoir lui-même. L'accusé est jugé par un jury qui rend un verdict d'après sa conviction intime. Il ne reste plus aucune trace du vieux système, d'après lequel le tribunal était tenu de reconnaître pour coupable un homme contre lequel il se trouvait deux témoins à charge. Le jury, tout en rendant un verdict de culpabilité, peut accorder au condamné le bénéfice des circonstances atténuantes ; enfin le tribunal, en prononçant une sentence conforme au verdict du jury, a le droit de solliciter la clémence du Souverain au profit du condamné. On ne peut pas demander plus de clémence à la justice des hommes.

Tout ce que dépasserait les limites que je viens d'indiquer serait une infraction à la loi et trait à l'encontre de cet autre passage du manifeste qui dit : que la justice règne dans les tribunaux ! Vous devez, messieurs les jurés, conformer votre verdict aux faits établis par l'instruction et par les débats judiciaires. Ce n'est que sur ces faits que vous avez le droit d'accorder à l'accusé, s'il y a lieu, le bénéfice des circonstances atténuantes. Votre conscience est liée sous ce rapport par le serment que vous avez prêté.

M. le président ajoute à cela des explications au jury sur les attributions de son pouvoir et les procédés d'après lesquels doit être rendu son verdict.

Le jury, après avoir délibéré pendant vingt minutes, revient avec un verdict affirmatif pur et simple.

M. le procureur requiert l'application au condamné de la peine de vingt ans de travaux forcés.

M. le président. L'accusé ne présente point d'objections ?

L'accusé. C'est là un jugement inique. (1) Le tribunal a rendu la sentence qui suit : « Ce 8 janvier 1873, sur l'ordre de Sa Majesté Impériale.

« La I^{re} chambre du tribunal d'arrondissement de Moscou, siégeant en audience publique sous la présidence de M. le premier président Deyer, assisté de MM. les juges Orlov et Zavalov, M. le procureur Joukov siégeant au banc de l'accusation, et l'audience ayant lieu avec le concours du jury. — a entendu le procès de Serge Gueorguievitch Netchaïev, bourgeois de la ville de Schouba, ayant qualité d'instituteur privé, accusé du crime de meurtre sur la personne de l'étudiant Ivanov, de l'académie de Pétersbourg.

« Le verdict du jury ayant reconnu Netchaïev coupable d'avoir conçu le dessein de tuer, pour cause de haine personnelle, le sieur Ivanov, de s'être assuré pour cela le concours de quatre individus condamnés depuis aux travaux forcés pour leur complicité audit crime, et d'avoir accompli son dessein le 21 novembre 1869, en entraînant ledit Ivanov dans un endroit solitaire et en le tuant sur place d'un coup de revolver ;

« Considérant :

« 1^{er} Que l'acte dont Netchaïev est reconnu coupable doit être qualifié comme prévu par l'art. 1453 § 3 du code criminel, et que ledit Netchaïev doit être reconnu comme principal auteur du crime commis ;

« 2^o Que les individus coupables du dit crime sont passibles de la peine des travaux forcés pour le terme de 15 à 20 ans ;

« 3^o Que le dit Netchaïev, en sa qualité d'instigateur et de principal coupable, doit être reconnu passible du maximum de la peine ;

« La cour arrête :

« 1. Le nommé Netchaïev, âgé de 25 ans, est privé de tous ses droits civils et politiques et condamné aux travaux forcés dans les mines pour 20 ans, à l'issue desquels il sera interné en Sibérie pour toute sa vie.

« 2. Les pièces de conviction seront remises au procureur, afin qu'il en use d'après l'art. 512 du code d'instruction, édition de 1865.

Après le prononcé de cette sentence, M. le président rappelle au condamné son droit de se pourvoir en cassation et ordonne qu'on lui fasse quitter la salle.

En se retirant, le condamné s'écrie : « Vive l'Assemblée centrale du zemstvo ! A bas le despotisme ! »

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Nous avons sous les yeux le compte-rendu de la séance du 20 janvier de l'Assemblée Nationale de France, dans laquelle la Chambre s'est occupée de l'appellation Johnston, dirigée contre la circulaire de M. Jules Simon, datant du mois de septembre dernier, et destinée à régler l'instruction secondaire. Le ministre a été surtout attaqué par l'interpellant ainsi que par M^r Dupanloup, qui l'ont accusé d'avoir commis une illégalité en modifiant de sa seule et unique initiative le système d'instruction existant. On sait déjà que plusieurs ordres du jour étaient en présence et que celui proposé par M. Christophle, et accepté par le gouvernement, a eu le pas sur ceux des membres du parti conservateur. Il était ainsi conçu :

« L'Assemblée Nationale, considérant que la circulaire du 27 septembre 1872 doit, d'après les déclarations de M. le ministre de l'instruction publique, être soumise à l'examen du conseil supérieur de l'enseignement,

« Passe à l'ordre du jour. »

La priorité a été admise par 353 voix contre 303, mais lors du scrutin sur l'ordre du jour lui-même (qui a été adopté par 342 voix contre 2), l'Assemblée ne s'était plus trouvée en nombre et le vote avait dû être renvoyé au lendemain. Le télégraphe nous a dit que ce jour-là, malgré l'abstention de plus de 200 membres, le ministre a obtenu un vote favorable.

Mais, à en croire le Constitutionnel, il se préparait une nouvelle tempête au sein de l'Assemblée. On se souvient que lorsque M. Jules Simon fut interrogé, il y

a deux mois environ, relativement à la nomination de M. Buisson, inspecteur des écoles primaires à Paris, il répondit qu'il ne savait pas que M. Buisson eût écrit les livres incriminés, et qu'il allait prendre des renseignements.

Or, M. Jules Simon, après s'être informé, a en effet révoqué M. Buisson, mais il l'aurait chargé d'une mission scientifique en Italie, ce qui est considéré comme une sorte d'avancement. C'est à ce sujet que M. Delpit aurait l'intention d'interpeller le ministre de l'instruction publique.

La commission des Trente a tenu une nouvelle séance le 20 janvier. On a continué à discuter sur le droit du président de la république de se mêler aux discussions de l'Assemblée, mais rien encore n'a été arrêté.

La Provinzial-Korrespondenz constate, à propos de l'application de la loi des cercles en Prusse, que malgré les divergences antérieures et le changement survenu dans la présidence du ministère, cette mise en vigueur ne rencontre point de difficultés, et qu'au sein du ministère il règne une parfaite unité quant aux mesures à prendre et aux voies à choisir, sans qu'il existe la moindre appréhension de voir surgir des contradictions et des contrastes parmi les ministres.

Des journaux de Vienne racontent il y a quelque temps que le général Klappa avait reçu et accepté la mission de réorganiser l'armée du vice-roi d'Egypte, moyennant une grosse indemnité pécuniaire. D'autres paraissent d'un mandat analogue relatif à l'armée turque. L'ancien défenseur de Komorn, qui se trouve actuellement à Livourne, écrit maintenant au *Pester Lloyd* qu'il n'a été dans ces derniers temps en Orient qu'à titre d'excursionniste et que rien absolument n'autorise à parler des missions dont on le disait chargé.

DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Pesth, jeudi 23 janvier.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — M. de Szlavy, président du ministère, expose dans un long discours que la situation financière de la Hongrie n'est nullement inquiétante ; que le gouvernement accepte les conclusions de la commission des finances, et qu'il sera présenté des projets de loi relativement à l'augmentation des impôts, au cadastre foncier et au code criminel, ainsi que les projets d'une loi commerciale et d'une loi sur les sociétés par actions.

Le discours de M. de Szlavy, dans lequel le ministre a promis que le gouvernement fera des économies et créera des institutions utiles, a été accueilli de la manière la plus favorable.

Autre dépêche.

New-York, jeudi 23 janvier.

Le Sénat des États-Unis a voté le projet de loi sur la construction de nouvelles corvettes, dont il a augmenté le chiffre de dix.

On reçoit des détails déplorables sur les désastres causés par les amas de neige dans le Minnesota. Un grand nombre de personnes sont mortes de froid et des centaines de têtes de bétail ont péri.

Autre dépêche.

Washington, jeudi 23 janvier.

M. Boutwell a passé un contrat avec deux syndicats, qui s'étaient réunis en vue de l'émission de 300 millions de bonds.

Autre dépêche.

London, jeudi 23 janvier.

Le ministre de Perse demande formellement l'existence d'un traité secret entre la Perse et la Russie, concernant la cession à la Russie du territoire d'Attreck, voire même du Khorassan.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

La Germania conteste le fait que les évêques allemands doivent se réunir le 15 avril à Fulda. Elle profite de l'occasion pour dire que le correspondant de la *Voce della Verità*, qui avait découvert un *egregio vescovo di Berlino* — est un « Italien mal informé. »

PRUSSE. — Au commencement de la séance du 21 janvier de la Chambre des Députés, le président de l'Assemblée a annoncé que la commission de 21 membres, chargée de l'examen des projets de loi politico-religieux, était constituée. Son président est M. de Benni et son vice-président M. de Bethusy-Huc, et ses secrétaires sont le comte de Limbourg-Stirum et M. de Brauchitsch. La commission comprend des membres de tous les partis : la fraction ultramontaine y est représentée, entre autres, par MM. de Mallinckrodt et de Reichensperger (Coblenze), les ultra-protestants par M. Brül, les progressistes par M. le professeur Gneist, etc.

La Chambre a repris la discussion en première lecture du projet de loi sur les limites légales de l'emploi des pénalités et mesures disciplinaires ecclésiastiques. MM. Wedel (conservateur) et Lasker (national-libéral) ont parlé en faveur du projet, qui a été attaqué en revanche par MM. Stroesser (conservateur) et Mallinckrodt (centr.).

Le projet a été renvoyé à la commission des projets de loi politico-religieux.

La discussion s'est engagée après cela sur le projet concernant le droit de sortir des Églises, qui a aussi été renvoyé à la commission des 21.

La fin de la séance a été consacrée à l'examen du budget du ministère des finances.

— Les fameux procès qu'il y a eu de la chancellerie de l'empire était encore président du ministère prussien, on désignait du nom de « procès du prince de Bismarck contre le prince de Bismarck. »

On se souvient qu'il s'agit de la question de savoir si le royaume de Prusse ou n'a pas le droit de grever le duché de Lauenbourg d'une partie proportionnelle de la dette publique du Danemark assumée par la Prusse pour le duché de Schleswig-Holstein. La Prusse entend que le duché de Lauenbourg prenne sa part de cette dette, et le duché s'y refuse, en alléguant la position exceptionnelle dans laquelle il se trouve actuellement. Or, comme le prince de Bismarck représentait la Prusse en sa qualité de président du ministère et représentait aussi le Lauenbourg en sa qualité de ministre pour ce duché, le procès était en effet, comme les journaux allemands l'appelaient, une « causa Bismarck contra Bismarck. »

Le procès, perdu en première instance par la Prusse, a été jugé en dernière instance, la semaine passée, par la cour d'appel spéciale instituée pour le Schleswig-Holstein, le Hanovre, la province de Hesse-Nassau, la principauté de Waldeck et le duché de Lauenbourg. Le jugement n'est pas encore connu, sa publication ayant été renvoyée à huitaine.

(Schlesische Zeitung.)

— Le comte Ulrich de Schaffgotsch, chambellan de S. M. l'impératrice-reine, répond à la *Schlesische Zeitung* qu'il est sorti en effet de la réunion du parti de l'empire d'Allemagne, mais qu'il est inexact qu'il se soit rallié déjà au parti du centre (ultramontain), et cela par la simple raison que, depuis cette évolution politique, il n'y a pas encore eu de session du Parlement.

On sait que, d'après la *Schlesische Zeitung*, le comte de Schaffgotsch doit être le haut dignitaire que le prince de Bismarck a accusé de fomenter l'agitation religieuse en Silésie.

— Le célèbre juriste Zacherias, professeur de droit à l'université de Göttingue, adresse à la *National-Zeitung* une savante étude sur l'affaire Sydow, dans laquelle il établit que c'est à la science et non à une autorité administrative de réfuter les erreurs de doctrine. — si erreurs il y a, — et conteste au consistoire évangélique le droit de suspendre de ses fonctions un pasteur, lorsque ses paroissiens sont d'accord avec lui sur sa doctrine.

NECROLOGIE. — Le 16 janvier est décédé à Breslau un des vétérans des guerres de l'indépendance allemande, le général de cavalerie comte François de Waldersee, ancien gouverneur militaire de la province de Posen et ancien gouverneur de la ville de Berlin, poste qu'il a occupé depuis l'année 1864 jusqu'en avant l'explosion de la guerre franco-allemande. Il est mort à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Le comte François de Waldersee était le père du comte George de Waldersee, tué à la bataille de Bourget en 1870. Il laisse trois autres fils, le comte Fritz, major au régiment des dragons de Magdebourg, le comte Alfred, aide de camp du roi et chef du premier régiment des uhlans de Hanovre, et le comte François, capitaine de corvette, aujourd'hui commandant de la frégate cuirassée le *Friedrich-Carl*.

Autriche-Hongrie.

On lit dans le *Fremdenblatt* :

« La santé de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie près le Saint-Siège, baron de Kubeck, depuis longtemps gravement malade à Graz, s'est considérablement améliorée et fait espérer une complète guérison. Cependant, comme il se passera bien encore quelques mois avant que le baron de Kubeck ne puisse reprendre ses fonctions, et que, sur ces entrefaites, le conseiller de légation M. de Palomba, chargé par intérim des affaires de l'ambassade à Rome, est aussi tombé gravement malade, c'est, à ce qu'on nous apprend, le conseiller de légation baron Raphaël Habner, actuellement attaché à l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Paris, qui aurait été désigné comme chargé d'affaires par intérim près le Saint-Siège. »

France.

(Corresp. part. du JOURNAL DE ST-PÉTERSBOURG.)

Paris, 20 janvier.

L'impression causée par la mort de l'empereur Napoléon III a eu cela de singulier qu'elle a été beaucoup moins vive dans les premiers moments que dans les jours qui ont suivi. Une des erreurs de l'opinion générale en France était de ne pas assez croire aux chances d'un retour de l'ex-empereur. Aussi lorsqu'on apprit l'événement de Chislehurst, les personnes peu au courant affectaient-elles de croire que cette nouvelle, qui eût été autrefois si grave, avait maintenant une valeur très-secondaire. C'est à la réflexion qu'on a compris combien cette mort changeait la situation des partis et l'assiette du pays. Presque tout le monde voit maintenant ce qu'il eût été sage de voir plus tôt, combien l'empereur, s'il avait eu encore plusieurs années de vie, avait de chances de retour. L'émotion que la mort de l'empereur a causée à l'étranger, la sympathie que l'Angleterre et l'Italie ont témoignée au souverain défunt, sont pour beaucoup dans ce revirement de l'opinion publique. Cette opposition entre l'émotion de l'étranger et la froideur ou la malveillance des jugements français se conçoit, du reste. La politique de l'empereur Napoléon III avait été beaucoup plus cosmopolite que française ; plusieurs nations étrangères ont beaucoup gagné à son passage au pouvoir, et c'est jusqu'à un certain point la France qui a payé les frais de ce qu'elles ont acquis. Même en France, cependant, les jugements sur l'homme extraordinaire qui vient de descendre dans la tombe deviennent plus calmes et plus justes. Presque tout le monde d'abord commença à rendre justice à ses qualités privées. Napoléon III avait dans sa nature des parties fort attachantes, et qui séduisaient tous ceux qui l'approchaient ; il avait l'amour du bien, des vives élucubrations et des théories politiques à beaucoup d'égards plus justes que ceux qui lui reprochent si amèrement ses fautes.

Parmi ses fautes, d'ailleurs, il n'y en eut qu'une de tout à fait irrémissible : ce fut la guerre de 1870, folie sage non, et qui ne lui fut qu'à demi-personnelle. Ce qui devient, en effet, plus clair de jour en jour, c'est que l'empereur ne voulait pas la guerre, et qu'il n'y a été entraîné que par une série d'intrigues funestes dont l'histoire se chargera d'éclaircir le mystère.

Il est évident qu'en perdant l'empereur Napoléon III, le bonapartisme perd un de ses grands avantages. Plusieurs millions de Français, surtout en province, conservaient encore un attachement profond à celui qui avait donné à la France vingt années de prospérité sans égale. La froideur, le calme, la modération de l'empereur, inspiraient une grande confiance. Cette solide assise du bonapartisme disparaît ; mais en même temps que ce parti diminue en force, il va gagner en ténacité. La prudence de l'empereur servait de lest à son parti et réprimait toute sorte d'impétuosité. Ces ardeurs souvent inconsidérées vont se trouver beaucoup plus libres d'agir. On entrevoit déjà à présent la possibilité de quelques troubles, mais tout cela est encore trop incertain pour qu'il soit permis d'en parler.

Le mot du comte de Paris, à propos de la mort de Napoléon III : « Il n'y aura plus désormais qu'une seule monarchie en France, » rédit dans un des bureaux de la Chambre par M. de La Rochefoucauld-Bisaccia, j'a causé une vive émotion ; mais les personnes bien informées ne voient là qu'une de ces affirmations de fois répétées d'une fusion entre les deux branches de la maison de Bourbon, qui n'est cependant ni faite ni possible à faire.

La situation politique donne raison aux espérances que la droite avait conçues depuis la

rentrée des Chambres ; les éléments ultra-conservateurs, réunis contre le message de M. Thiers en une majorité douée de plus de cohésion qu'on ne l'aurait cru possible, ont en ce moment le pouvoir effectif et en usent avec une promptitude et une sûreté de coup d'œil rares. Bien peu de personnes voient et comprennent à quel point le centre du pouvoir s'est déplacé chez nous depuis deux mois, tant notre pays, avide de tranquillité et d'ordre matériel, est facilement trompé par le titre de conservateur, et tant il renferme d'opinions diverses qui trouvent tour à tour leur satisfaction dans les principes différents qui arrivent à s'affirmer. Aujourd'hui, c'est la droite qui, mettant en application ses projets bien connus, gouverne, selon sa conscience et ses intérêts sans doute, mais avec l'intelligence des aspirations véritables du pays qui a toujours caractérisé ce parti. Pour s'en bien convaincre, il suffit d'examiner la marche qu'ont suivie les différentes questions qui sont à l'ordre du jour. La plus importante à tous les points de vue, celle sur laquelle on ne saurait trop insister pour en faire comprendre la gravité, est le projet de reconstitution du conseil supérieur de l'instruction publique, présenté par M. de Broglie, appuyé par M. Dupanloup, et adopté dans ses parties générales, malgré les efforts impuissants de la gauche. La gauche a vu le péril et l'a signalé ; mais ni l'éloquence de M. de Pressensé, ni l'esprit pratique et compétent de M. Paul Bert n'ont arrêté la droite, et elle a refait et aggravé la loi de 1850, qui a toujours été tenue pour une loi réactionnaire, si l'on fut. Ce n'est pas par ignorance de la question que les chefs de la droite ont mis ainsi l'université dans la dépendance d'un conseil composé selon leurs vues étroites et dominatrices. Ils ont connu et médité cette parole de Leibnitz que M. Bert invoquait en terminant son discours : « Celui qui aura pendant un demi-siècle en mains l'instruction publique, celui-là peut, si le veut, transformer la face du monde ; » ils ont au moins le mérite de savoir où ils veulent aller. En tout cas, la Chambre a voté la partie la plus importante de cette loi, celle qui détermine la composition du conseil, et il n'est guère de pays du monde où l'on puisse en présenter une aussi remplie de défiance envers l'université.

S'il est une qualité généralement requise pour occuper une place dans un conseil qui aura une si grande influence sur le corps enseignant, c'est bien celle de la compétence ; or, il nous est difficile d'en attribuer une fort étendue à tous les membres auxquels la loi même donnera la majorité numérique : membres de l'Assemblée Nationale, maréchaux, amiraux, délégués du commerce, de l'industrie, des manufactures, représentants de tous les cultes. Il ne manquera vraiment à cette tour de Babel que le représentant de l'islamisme réclamé sans succès par M. Jean Brunet, qui semble avoir le monopole des idées originales et incompréhensibles. Il n'est pas difficile de voir que les quelques membres faisant partie de l'université proprement dite, les seuls compétents en pareille matière, seront en minorité dans ce conseil, et que l'influence y sera toute cléricale ; la surveillance de l'épiscopat en est le garant. Le clergé groupera autour de lui les membres étrangers à l'enseignement, car ainsi que l'a bien dit M. de Meaux : « L'influence et l'ascendant des évêques dans le conseil ne tiendra pas précisément à leur nombre. » Il pourra donc porter une main hardie sur la libre pensée et l'indépendance du professorat, et, au nom de la religion, s'immiscer même dans les questions scientifiques. C'est la première et non la moins précieuse conquête de la droite.

M. Jules Simon, que l'on ne peut accuser de cléricisme, semblait d'abord accepter le principe de cette loi. Mais son habileté rare, son équilibre à la fois souple et fin, ont cependant réussi à en neutraliser en partie les inconvénients. Après deux discours remplis de raison politique, d'esprit, et l'on pourrait dire de charme si la matière était moins austère, le ministre de l'instruction publique a obtenu pour le ministère, à quelques voix de majorité, la nomination de la commission permanente, la seule probablement à laquelle il attribue une grande importance dans un conseil composé d'éléments aussi incompétents. C'est une victoire, et elle a été remportée malgré des efforts héroïques de la droite, où M. de Broglie ne cachait ni n'épargnait son intervention personnelle. Il est assez curieux que l'on soit amené à qualifier ainsi une disposition qui augmente le pouvoir de l'administration ; c'est qu'en présence de l'esprit de la droite on se trouve obligé de chercher un refuge dans les vieilles traditions administratives, qui ne tombent jamais dans les extrêmes.

La commission des Trente nous a enfin livré le secret de ses délibérations. Un plein jour se fait maintenant sur la manière dont la majorité de cette commission entend obéir aux vœux que l'opinion publique forme pour la conciliation et pour la constitution des pouvoirs du gouvernement actuel. Elle était chargée à la fois de donner au chef de l'Etat des compensations en échange de la responsabilité ministérielle qu'on veut lui imposer, et de sortir du provisoire, par une acceptation loyale du seul gouvernement possible aujourd'hui et par une organisation sommaire de ses pouvoirs. Elle ne cherche cependant qu'à éluder tout ce qui paraîtrait admettre que la question n'est pas terminée pendant entre la monarchie et la république, et à combattre la grande et légitime influence que M. Thiers a dans l'Assemblée. Cette influence est due sans doute à l'éloquence et à l'habileté parlementaire du président de la république ; mais elle l'est surtout à la confiance que le pays a mise en lui, et c'est ce que la droite méconnaît journellement. Se figure-t-on M. Thiers ne pouvant monter à la tribune qu'après avoir prévenu l'Assemblée par un message, ne pouvant parler que dans la discussion des lois, obligé de se taire lorsque les interpellations sur la politique intérieure et extérieure de son gouvernement se produisent, et ne recevant en échange de la perte de ses privilèges de député qu'un droit de veto suspensif ? Eh bien ! cette situation, M. Thiers l'accepte, ou est prêt de l'accepter sur tous les points. Sans doute, il faut en faire honneur à son désir de conciliation ; mais il est permis aussi de supposer que l'espérance qu'il est le gouverneur d'achever le paiement de l'indemnité au mois de mai, et d'obtenir l'évacuation du territoire, terme que l'Assemblée a fixé à sa propre existence, entre pour beaucoup dans la résignation du président de la république. C'est toutefois un jeu dangereux, et la droite, ainsi enhardie et mise de plus en plus en possession

de l'exercice du pouvoir, pourrait bien devenir ceux qui veulent lutter avec elle de vitesse et d'habileté.

La formation de la seconde Chambre est renvoyée au moment de la séparation de la Chambre actuelle. Quant au projet d'en faire nommer les membres par l'Assemblée, qui les choisirait dans son propre sein, et s'attribuerait ainsi la perpétuité du pouvoir, ce serait une innovation si hardie, une infraction si grande aux principes de la saine politique, qu'il ne nous est pas possible de croire que l'Assemblée s'arrête à un tel parti. En effet, il ne faut pas oublier que la différence est grande entre le vote qui a lieu dans les bureaux et le vote en pleine Assemblée.

Le triomphe même de la droite a empêché les interpellations qui devaient avoir lieu au sujet des affaires de Rome de se produire, ou plutôt d'amener de vifs débats. Après beaucoup d'hésitations qui ont fait croire que M. de Corcelles refuserait l'ambassade pontificale, il s'est décidé à représenter la France auprès du Vatican. Quoique les sentiments pieux de M. de Corcelles et son attachement bien connu au saint-père aient dû rassurer le parti cléricale, les plus zélés ont été demander à M. Thiers des explications qui ne pouvaient cependant rien leur apprendre de nouveau, et qui ont servi seulement à marquer la dépendance où le chef de l'Etat se trouve placé vis-à-vis d'une majorité qui s'attribue le gouvernement direct. Mais cet incident est terminé et son résultat définitif est tout à l'avantage de notre politique en Italie. M. de Corcelles a trop de sincère patriotisme pour compromettre le drapeau de la France, et sa droiture même lui a permis de faire entendre au Vatican des paroles de raison et de modération et d'y expliquer la conduite de M. Thiers d'une façon qui n'eût point été écoutée d'une autre bouche que la sienne.

La déclaration du prince Napoléon, contenue dans le *Morning-Post*, n'a surpris aucune des personnes qui connaissent le caractère du prince. Le prince a déclaré en plein Sénat que dans sa pensée, l'empire des Bonaparte n'était pas rigoureusement héréditaire ; il n'était donc nullement supposable que le prince confondît sa cause avec celle de l'impératrice et du prince impérial. Ainsi il est possible que la même division qui existe dans la maison de Bourbon se reproduise dans la maison Bonaparte, et qu'à côté du représentant de l'hérédité, il y ait un titre collatéral. Cette

l'extension des droits électoraux. En 1836, il publia une brochure contre le cabinet de sir Robert Peel, qui fut plus de vingt éditions. En 1841, il fit vote-face, se rallia aux Tories et ne put rentrer au Parlement qu'en 1852, à la suite d'une publication protectionniste. Il est resté depuis 1857 à la Chambre l'un des leaders du parti conservateur. Il a été secrétaire d'Etat des colonies dans le ministère de lord Derby, de 1858 à 1859.

Ses romans les plus connus sont : les *Derniers jours de Pompéi* (1834) ; les *Pélerins du Rhin* (1835) ; le *Dernier des barons* (1843) ; les *Castons* (1850) ; *Mon histoire* (1851) ; *Qu'en fera-t-il* (1860) ; le *Jour et la Nuit* (1865). Il a aussi fait jouer plusieurs pièces de théâtre très estimées, telles que : la *Duchesse de la Vallière* (1837) ; la *Dame de Lyon* (1839) ; *Richieu* (1839). Comme poète, il a encore publié les *Jumeaux siamois* (1831) poème comique ; *Eva ou le funeste mariage* (1842) ; le *Nouveau Timon* et le *Roi Arthur*.

Italie.

Deux députés du gouvernement japonais se trouvent en ce moment à Rome. Ils ont été reçus au ministère des affaires étrangères par le commandeur Peiroli.

L'un de ces Japonais est un fonctionnaire supérieur du ministère du commerce, et vient pour étudier la question des rapports commerciaux entre l'Italie et le Japon ; l'autre a pour mission d'étudier tout ce qui se rapporte à l'industrie de la soie, et doit se rendre dans ce but en Lombardie.

Un seul parle français ; c'est celui qui doit accompagner à l'exposition de Vienne la députation japonaise, laquelle ne se composera pas de moins de deux cents personnes.

Ces Japonais, auxquels le commandeur Peiroli s'est efforcé d'accorder toutes les facilités nécessaires pour remplir l'objet de leur mission, ont annoncé que très-probablement la plus forte maison japonaise pour l'industrie de la soie allait être autorisée par le gouvernement à établir une succursale à Milan.

De plus, un consulat général du Japon doit être incessamment créé en Italie. (Italie.)

Belgique.

On lit dans le *Mouvement* à propos de la *Question des chemins de fer luxembourgeois*.

Dans la suite du débat provoqué par l'interpellation relative à la cession projetée du Grand-Luxembourg, M. Malon a déclaré que l'affaire n'était pas terminée par la décision que le gouvernement venait de prendre. Il a ajouté que de nouvelles négociations étaient engagées et que, dans quinze jours, le gouvernement espérait pouvoir en faire connaître le résultat.

« Des renseignements, pris à la dernière heure, nous permettent d'annoncer que ces négociations, très-importantes et très-sérieuses, tendent au rachat par l'Etat de la ligne du Grand-Luxembourg. »

Espagne.

Le bruit court à Madrid que le roi a exprimé le désir que le marquis de Serrano, duc de la Torre, se chargeât de présenter à la commission des Cortes, au corps diplomatique et aux autres personnes qui doivent assister à la cérémonie, le futur infant d'Espagne. On assure même que la duchesse sera marraine du futur prince.

On annonce la publication d'un journal intitulé *El Asador*, qui, en dehors de tout esprit de parti, n'aurait d'autre objet que de découvrir les assassins de Don Juan Prim.

Le général en chef de l'armée du Nord, Moriones, a fait publier ces jours derniers une proclamation accordant grâce entière à tous les carlistes qui, pour le seul motif de rébellion, se présentent aux autorités militaires endossant les huit jours à partir de la date de la proclamation.

— On lit dans la *Liberté* : « Dans la nuit de vendredi à samedi, du 17 au 18 janvier, la gare de Renteria, sur le chemin de fer du Nord de l'Espagne, à dix ou douze kilomètres à peine de la frontière de France, a été incendiée par les carlistes ; les rails ont été enlevés et brisés sur une certaine étendue. »

« Ce n'est pas un fait isolé ; il avait été déjà précédé d'autres attentats qui se rattachent à un monstrueux système de destruction et de meurtres, appliqué en Espagne, au nom de Dieu, de la patrie et d'un prétendant se proclamant roi. »

« Déjà, le 15 janvier, un train, sur la même ligne, avait été attaqué ; un officier et un soldat avaient été blessés sur la machine. Dans la nuit du 16 au 17, veille de l'attentat de Renteria, la gare d'Ormaiztegui, qui n'est éloignée que de quelques kilomètres, avait été également incendiée et un aiguilleur faillit être tué. »

Le 24 décembre, à Chicago, le thermomètre a marqué, dans les différentes parties de la ville, de 15 à 33 degrés dans le cours de la journée. Un télégramme de Memphis (Tennessee) annonce que le 24 décembre a été le jour le plus froid depuis vingt-cinq ans ; pendant tout le jour, le thermomètre a marqué de 6 à 10 degrés.

A Denison (Texas) le froid a été de 10 degrés ; à Canton (Illinois) de 30 degrés ; à Milwaukee (Wisconsin) de 30 degrés ; à Davenport (Iowa) de 30 degrés ; à Saint-Paul (Minnesota) de 40 degrés ; à Dubuque (Iowa) de 37 degrés, et à Lancaster de 50 degrés.

On craint que les arbres fruitiers et les vignes ne soient perdus pour la prochaine saison. Dans l'Etat de Michigan, tous les boutons d'arbres à fruits ont été gelés. Le long du lac, le froid est plus intense de 10 à 15 degrés qu'il n'a jamais été.

Le 27 décembre, des tempêtes de neige étaient signalées sur beaucoup de points. La circulation était interrompue dans certaines rues de New-York et dans la contrée du Lac-Salé. (Journal officiel.)

BRESIL. — Voici la traduction du discours d'ouverture des Chambres brésiliennes :

« Augustes et très-dignes représentants de la nation,

« C'est avec la plus grande satisfaction que je vois réunie l'Assemblée générale, des sages délibérations de laquelle dépend à un si haut degré le progrès de notre patrie.

« L'empire joint de la tranquillité à l'intérieur, et l'état sanitaire est en général satisfaisant.

« Les maladies qui ont paru dans quelques localités n'ont pas une grande intensité, et j'espère que, grâce à Dieu, elles cesseront promptement.

« Nous continuons à vivre en paix et amicalement avec les autres nations ; c'est là une précieuse garantie d'intérêts mutuels qui, de jour en jour, se multiplie et grandit.

« La méintelligence qui s'était produite entre le gouvernement du Brésil et la république Argentine, relativement aux arrangements de paix définitifs avec la république du Paraguay, est heureusement terminée d'une manière équitable et honorable pour les deux parties, par un accord signé à Rio le 19 du mois dernier.

« Nous avons conclu aussi des traités d'extradition avec la république Argentine, le Portugal, l'Italie et la Grande-Bretagne, et les ratifications du premier de ces traités ont déjà été échangées.

« L'accroissement des revenus publics est un fait démontré par les travaux statistiques du trésor qui vous seront présentés. Ces conditions prospères de la richesse nationale ont permis de faire face aux grandes charges, que la guerre du Paraguay nous a léguées, et de donner une impulsion plus active aux améliorations morales et matérielles, sans troubler l'équilibre des finances de l'Etat, un excédent des recettes sur les dépenses ayant été constaté.

« Dans de semblables conditions, et grâce au dévouement qui a affirmé notre crédit, nous pouvons poursuivre la tâche patriotique de répandre et de perfectionner de plus en plus l'éducation et l'instruction publiques, en veillant en même temps aux intérêts du travail industriel et tout particulièrement de l'agriculture par l'obtention des bras nécessaires et par le développement des moyens de communication.

« Je suis heureux de vous annoncer que l'établissement d'un câble électrique entre l'Europe et le Brésil a été décidé d'accord avec le gouvernement portugais. Nous pourrions déjà, dans le cours de l'année 1874, nous servir dans nos rapports avec le continent européen, de ce merveilleux instrument d'activité à notre service. On ne néglige rien pour la prompte installation, en même temps, de la ligne terrestre et exclusivement brésilienne, à laquelle doit se relier le câble transatlantique.

« La réforme de la loi électorale, celle de la garde nationale et du recrutement appellent toute votre sollicitude. Je suis certain que

vos lumières et votre patriotisme assureront à ces importantes questions la solution la meilleure.

« Notre expérience personnelle, comme celle des autres pays, nous apprend que les regrettables abus qui ont très-souvent troublé et vicié le système électoral proviennent surtout de l'état des mœurs politiques, que le temps seul peut améliorer. Or, comme il est de première nécessité pour les gouvernements représentatifs que les élections soient l'expression fidèle de l'opinion et qu'elles aient toute la force du vote populaire, il faut que nous nous appliquions à leur chercher de nouvelles et plus sûres garanties.

« Ce résultat, que nous désirons tous atteindre, dépend beaucoup, non seulement de l'exactitude des qualifications et de la stricte observation de la loi sur les bureaux des paroisses, mais encore de la garantie que tout le système électoral offrira à la fois aux majorités et aux minorités considérables qui, avec le système actuel, sont presque toujours, privées de la représentation à laquelle elles aspirent.

« La garde nationale a rendu d'éminents services comme auxiliaire de l'armée et en remplaçant même, dans beaucoup d'endroits, la troupe de police. Il n'est toutefois ni juste ni conforme à la nature de cette institution de l'astreindre, en temps normal, à des obligations que tous les citoyens ne sont pas en situation de remplir, sans préjudice pour leur industrie, et qui les ont tant de fois exposés à être atteints dans leur liberté politique.

« La loi de recrutement a continué à provoquer des plaintes, et il ne saurait en être autrement, attendu que la cause prépondérante du mal réside dans l'inégalité avec laquelle ce fardeau est réparti, et dans l'absence d'un enrégimentement des citoyens qui doivent être appelés à servir sous les drapeaux. Les inconvénients de ce système sont tellement sensibles pour la liberté individuelle et pour l'organisation de la force militaire, que vous considérerez sans doute sa réforme comme des plus urgentes.

« Augustes et très-dignes représentants de la nation,

« La place que nous occupons déjà parmi les nations civilisées atteste la puissance morale du peuple brésilien et ses grands éléments de prospérité. En remerciant la divine Providence de ses immenses et constants bienfaits, efforçons-nous de faire avancer de plus en plus le Brésil dans les voies du progrès.

« C'est là le vœu que je vous adresse du fond du cœur, ainsi qu'à tous nos compatriotes.

« La session est ouverte. »

Afrique.

Nous extrayons des *Archives israélites* du 1^{er} de ce mois le passage suivant :

« Une correspondance adressée au Maroc à l'Alliance contient des détails affreux à lire sur un fait tout oriental, et qui jette un jour sinistre sur l'état moral de cet empire.

« Une révolte avait en lieu contre l'autorité du sultan. Après la victoire remportée par les troupes du gouvernement non loin de Tanger, on a fait exécuter les quarante principaux chefs, et le pacha a imaginé de faire sauter ces quarante têtes, afin de les envoyer à l'empereur.

« Pour accomplir cette hideuse opération, il n'a rien trouvé de mieux que de contraindre les bouchers juifs à y procéder ; ceux-ci ont refusé, mais ils ont dû y consentir, sous peine d'être eux-mêmes mis à mort, et c'est un samedy qu'ils leur a fait accomplir l'infâme besogne ! Quelles meurs et quel régime !

« Le consul d'Italie, dit-on, a protesté contre les faits que nous venons de signaler. »

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

PRUSSE. — Une assemblée populaire, réunie à Posen le 22 janvier pour discuter les récentes mesures concernant l'enseignement de la langue polonaise dans les écoles supérieures de la province, a été dissoute par la police.

BAVIÈRE. — On mande de Munich, 21 janvier, au *Nürnberg Correspondent* que la question de savoir si le comte Tauffkirchen, ministre de Bavière près le Saint-Siège, sera appelé ou non, a été agitée en conseil des ministres, mais que les vues des membres du cabinet diffèrent à ce sujet au point que la démission de l'un ou

de l'autre des ministres dépendrait de la solution de cette question.

HESSE. — Dans la séance du 22 janvier de la Chambre des Députés hessoise, le pasteur Landmann, député, a déposé une motion tendant à l'introduction du mariage civil obligatoire. La motion a été renvoyée à une commission.

FRANCE.

Une dépêche de Versailles annonce que trois membres de la Commune de Paris, les nommés Veuillot, Decamp et Benot, condamnés à la peine de mort pour meurtre et incendie, ont été fusillés le 22 janvier au matin, dans la plaine de Satory. Dix autres condamnés à mort ont joui d'une commutation de peine.

ITALIE.

Le pape a reçu le 21 janvier une députation de la Ligue Saint-Sébastien de Londres, instituée pour le maintien du pouvoir temporel. M. Arthur Vansittart a lu une adresse. Le pape a remercié en souhaitant à la Ligue de la fermeté dans ses saints principes.

La commission des corporations religieuses n'a pas émis son vote, le 21, n'étant pas au complet. Les membres présents ont déclaré ne pas vouloir rejeter l'article tel qu'il est proposé, mais en y substituant un autre réglant les situations des maisons générales.

Quelques membres voudraient augmenter la liste civile du pape afin qu'il pût pourvoir lui-même à l'entretien des maisons générales.

DERNIÈRES DEPECES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Wiesbaden, vendredi 24 janvier.

S. A. I. le prince héritier d'Allemagne étant complètement rétabli, le docteur Wegener, médecin particulier de S. M. l'empereur, a quitté Wiesbaden aujourd'hui pour retourner à Berlin.

BOURSE DE BERLIN DU 24 JANVIER.

Cours du change.
A 3 semaines sur St-Petersb., 90 1/2 th. pour 100 r.
A 3 mois sur St-Petersb., 89 1/2 th. pour 100 r.
Prix des billets de crédit russes 82 5/8 th. pour 100 r.
Prix de la demi-impériale 5 th. 16 1/2 s. lb.
Emprunt russe de 1872 92
Emprunt russe de 1873 91 1/2
Obligations consolidées de 1870 92 1/2
Emprunt russe 3 1/2 95 1/2
1^{er} emprunt à lots et primes 127 5/8
2^{em} emprunt à lots et primes 128 3/4
3^{em} emprunt (1864) 76 3/4
4^{em} emprunt (1865) 91 1/4
Actions de la Grande Société des chemins de fer 83 3/4
Obligations du chemin de fer de Varsovie-Vienne 86 7/8
Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne 86 7/8

BOURSE DE L'INTERIEUR.

BOURSE D'ODESSA DU 12 JANVIER.

Cours du change sur Londres, à trois mois : 732 cop. vend, 734 ventes faites.
Inscriptions 5 0/0 5^e série : 94 ach., 95 vend.
1^{er} emprunt intérieur à primes 150 r. ach., 151 1/2 vend.
2^{em} emprunt intérieur à primes 151 1/2 r. ach., 153 1/2 vend.
Lettres de gage de la Banque de Kherson. 87 1/2 ach., 87 7/8 vend.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG.

du 12 (24) janvier.

Nous avons à signaler une amélioration notable du change, laquelle est due principalement à la pénurie d'argent, puis à une offre relativement considérable de papier d'exportation. Les banquiers ont presque tous donné le Londres de l'ouverture de la Bourse à 32 3/4 et les preneurs n'en ont accepté qu'à 32 25/32 et 32 13/16, tandis que les maisons d'exportation ont tiré à 32 13/16 et finalement à 32 27/32. A la clôture il est resté, à ces taux, plus de papier que d'argent.

L'Amsterdam a clôturé à 164 3/8, le Hambourg à 276 3/4 et le Paris à 849 1/4 vendeurs.

Le marché des fonds publics est toujours dans une stagnation complète et les cours de presque toutes les valeurs ont faibli encore.

Les Lits ne s'achètent qu'à 150 et 151 3/4 ; les Chemins russes n'ont plus trouvé de preneurs à 138 3/4. Les autres chemins ont souffert dans une proportion beaucoup plus forte. Le Riga-Dunabourg, par exemple, a fléchi à 136.

Les billets de banque, les certificats de rachat et la rente ont conservé les dernières co-

tes, de même que les obligations consolidées de 1872. Les Nicolas ont même gagné 1/4 0/0.

Le Crédit foncier mutuel a également trouvé quelques acheteurs et a fait 107 1/2.

Les cours des actions des banques sont pour la plupart à l'état nominal, car les acheteurs faisant défaut, les détenteurs, quelque pressés à vendre qu'ils soient, évitent autant que possible de se présenter avec des offres franches. Les actions de la Banque d'Escompte de St-Petersbourg sont les seules qui jouissent de la faveur du public et la première émission a haussé à 366.

L'argent est toujours fort rare, et bien qu'on attende une réduction du taux de l'escompte à la Banque de l'Etat, le taux des prêts sur fonds publics n'est pas au-dessous de 8 1/2 et 9 0/0.

MARCHÉ DES CÉRÉALES, ETC.

Froment. A livrer en mai il y a des vendeurs pour Saxonka à 14 1/4 r. ; les acheteurs donnent 13 3/4 r. ; à livrer en juillet on demande pour froment de Sibirie 13 1/4 r., on donne de 12 r. 80 c. à 13 r. et pour ce terme on a vendu 5,000 tch. à 13 r. avec 6 r. d'arrhes.

Seigle. On demande pour marchandise de bon poids à livrer en mai de 7 r. 40 c. à 7 r. 50 c., et on offre 7 1/4 r. ; pour livraison en juin on demande 7 1/4 r. et on donne 7 r. 10 c.

Avoine du poids de 6 pouds. Pour livraison en mai de 4 r. à 4 r. 20 c. vendeurs et de 3 r. 90 à 4 r. acheteurs ; à livrer en juin, on a vendu 3,000 tch. à 3 r. 95 c. avec 2 r. d'arrhes.

Graine de lin. Les prix sont sans changement et le marché sans affaires.

Farine de seigle. A livrer en mai 7 1/2 r. vendeurs.

Poissade de Kazan de 1^{re} qualité. Pour livraison en mai et jusqu'au 15 juin on a acheté 100 barr. à 30 r. tout payé d'avance, à livrer en juillet 100 barr. à 29 r. aux mêmes conditions et pendant les mois de juillet et d'août 300 barr. à 30 r. avec arrhes. Le marché est plus ferme.

Suif. Le marché est sans affaires : Au comptant on offre 48 r. et on demande 49 1/2 r. ; à livrer au mois d'août 49 1/2 r. vendeurs et de 49 r. à 49 1/4 acheteurs.

Esprit 40°. Les débiteurs ont vendu entre eux 20,000 védros à 66 c. à livrer pendant les mois de janvier à avril et 125,000 védros à livrer de janvier à mai à 67 1/2 c.

Huile de tournesol. On a acheté marchandise sur place 400 barrils de Saratow à 5 r. 85 c. et on demande ce prix.

Huile de chènevis. On a vendu 75 barrils de disponible à 4 r. 35 c., et on peut acheter encore à 4 r. 40 c. ; pour livraison en juin et juillet on demande 4 r. 80 c. et on donne 4 r. 70 c.

Huile de lin. Sans changement : au comptant 4 r. 20 c. vendeurs.

Huile d'olive. Celle de Gallipoli de 7 r. 70 c. à 7 r. 75 c. à terme de six mois vendeurs.

Pétrole. On a acheté 500 barrils de disponible à 3 r. 40 c. et à ce prix il y a des vendeurs.

Colon. Au comptant sans affaires ; pour l'ouverture de la navigation on a vendu 1,000 balles de Pernam à 11 3/4 r. et 1,000 balles d'Orléans à 12 r.

FRATRU. — Un chiffre a été ajouté dans le bulletin de mardi dernier : on avait traité pour 4,000 tchetv. de seigle (et non pas pour 34,000).

Faits divers.

Le doyen des étudiants en droit, M. B... (Adolphe), qui avait pris sa première inscription en 1855 et en 1873 n'avait pas encore complété le nombre réglementaire pour être admis à la licence, est mort à Paris, rue Jacob, à l'âge de cinquante-sept ans.

C'était un type des plus curieux ; il est bien peu d'étudiants de 1^{re} année qui n'aient point en rapports intimes avec lui. C'était le boute-en-train de toutes les parties.

Dans les derniers temps de sa vie, les étudiants l'avaient un peu délaissé, ce qui l'affaiblissait beaucoup. « Ils veulent me mettre au rancart, disait-il, et pourtant tous les hommes éminents du jour ont passé par mes mains, c'est moi qui leur ai appris l'art de la discussion ; la génération nouvelle ne produira rien de bon. »

Il vivait d'une petite rente de 3,000 francs, qui passait à peu près complètement en bœufs, cafés, etc., car il en était arrivé à ne presque plus rien manger. Mais quelle bécotisme journalière de chopes ! Une trentaine d'étudiants l'accompagnaient à sa dernière demeure.

(Liberté.)

EXPOSITION GRATUITE

d'une grande collection de pierres précieuses et objets de bijouterie au Magasin d'objets d'Art de G. TOGNOLATI

Grande-Morskaia, maison Loove, n° 39, au coin de la Vostnessensky.

M. Webling, de la maison Metcalf et C^o, de Londres, joailliers de S. M. la reine d'Angleterre, vient d'arriver avec un grand assortiment de parures et bijoux ainsi que pierres précieuses non montées, telles que diamants, rubis, émeraudes, perles, etc., etc.

Ces objets sont visibles tous les jours, de deux à cinq heures de l'après-midi. 46

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

BANQUE FONCIÈRE

DE

BESSARABIE-TAURIDE

a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les actionnaires domiciliés à St-Petersbourg, qu'afin de leur faciliter le transfert des récépissés temporaires, il a autorisé M. J. E. Günzbourg à faire les inscriptions de transfert sur les récépissés temporaires. 106

MAGASIN DE PARFUMERIE

I. K. SABLONKOW,

Gostinnoi-Deor, ligne des Miroirs, n° 39.

RECOMMANDE DIFFÉRENTES PARFUMERIES CHOISIES :

Lubin : Parfums et pommades.
Legrand : Eau des Alpes et crèmes.
Ed. Pinaud : Extrait de violettes de Parme.
Violet : Savon de Thiridae et savons.
Société hygiénique : Poudre dentifrice.
Henry : Parfums et eau de savon.
Pelletier : Elixir et odontine dentifrice.
Bayley et C^o : Eau bouquet.
Rimmel : Savon de glycérine.

D^r Evans : Poudre et élixir dentifrice.
D^r Pierre : Eau dentifrice.
P. Maria Farina : Eau de Cologne.
J. F. Farina : ditto.
K. M. Farina : ditto.
J. M. Farina : n° 4 : Eau de Cologne.
Diquemar : Teinture pour cheveux Melanogène.
Gellet : ditto Nigritine.
S. Siou : Chocolat et dragées.

S'efforçant constamment de conserver la flatteuse confiance dont le public veut bien l'honorer, la maison Sablonkow a pris pour principe de ne choisir que les meilleurs fabricants étrangers. Aussi elle veille sur toutes les inventions nouvelles dans cette industrie, et elle les soumet à un examen fait avec connaissance de cause, avant de les recommander au public.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG DU 12 JANVIER 1873.

CHANGE, FONDS PUBLICS. CHEMINS DE FER.				ACTIONS ET OBLIGATIONS.			
COURS DU CHANGE EN ARGENT.				Valeurs industrielles.			
LONDRES... 3 mois, 82 ¹ / ₄ , ²⁷ / ₃₂ , ²⁷ / ₃₂ p. c.				Banq. de comm. privé de St-Pét. 250 r.			
AMSTERDAM... 3 mois, 164 ¹ / ₄ , ¹ / ₂ p. cents				Banq. de prêts et d'esc. de St-Pét. 250 —			
HAMBURG... 3 mois, 276 ³ / ₄ mt.				Banque de comm. Voïga-Kama. 100 —			
PARIS... 3 mois, 849, 849 ¹ / ₄ c				Banque de comm. de Varsovie. 250 —			
BRUXELLES... 3 mois, cent.				Banque privée de Kiew. 250 —			
BERLIN... 15 jours, th. pour 100r.				Banque de com. de Réval 1 ^{er} em. 100 —			
				2 ^{em} em. 100 —			
				Banque d'Escompte de Varsovie 250 —			
				Banque de commerce d'Odessa. 250 —			
				Banque de comm. de Nicolaïew. 250 —			
				Banque industrielle de Kiew. 200 —			
				Banque foncière de Kharkow. 200 —			
				Mont de piété. 100 —			
				Gardié et mant. des effets et marc. 40 —			
				Lombard privé de St-Petersb. 125 —			
				Compagnie des eaux minérales. 40 —			
				Compagnie gaz de St-Petersbourg. 100 —			
				Nouvelle compagnie du gaz. 100 —			
				Compagnie du gaz d'Odessa. 125 —			
				Filature de coton. 142 85 ¹ / ₂ —			
				Nouv. comp. de filature de coton. 1000 r. —			
				Filature de coton Samsonov. 100 —			
				Comp. des cond. d'eau de St-Pét. 100 —			
				Brasserie Bavaria. 100 —			
				Compagnie Archimède. 100 —			
				Expl. des carb. Pout-Antonovsk. 100 —			
				Comp. de tannerie de Vladimir. 100 —			
				Compagnies d'assurances contre l'incendie.			
				Première comp. 400 —			
				Seconde comp. 150 —			
				La Salamandre. 250 —			
				Comp. de St-Petersbourg. 200 —			
				Comp. moscovite. 200 —			
				De Russie. 50 —			
				Réassurance. 400 —			
				d ^e sur la vie. 100 —			
				d ^e d'assurance de commerce. 100 —			
				Maritime d'assurance. 100 —			
				Des transp. par eau et par terre. 50 —			
				Nadejda. 100 —			
				Dragage. 100 —			
				Russie contre la grêle. 100 —			
				Compagnies de navigation.			
				A vapeur Voïga. 250 —			
				d ^e Samolet. 250 —			
				d ^e (obligations). 250 —			
				d ^e Kama et Voïga. 250 —			
				d ^e de commerce russe. 150 —			
				d ^e Volkhow. 250 —			
				A vapeur Neptun. 125 —			
				Du la mer Blanche. 100 —			
				Caucase et Mercure. 250 —			
				Le Nord. 250 —			
				Dniepr. 50 —			
				Et à voiles, le Dauphin. 100 —			
				Vilkau. 900 —			
				De la scierie. 250 —			
				Lebed. 100 —			
				A vapeur sur le Don. 118 —			
				d ^e sur l'Amour. 61 —			
				Du Toungou Voïga-Iver (obl.). 100 —			
				d ^e (act.). 100 —			
				Port marchand de Pétershof. 100 —			
				Chemin de fer (actions).			
				Grande Société des ch. de fer russes.			
				Tsarskoïe-Selo. 60 —			
				Riazan-Kozlov. 125 —			
				Moscou-Brest. 250 —			
				Dunabourg-Vitebsk. 100 L. —			
				Varsovie-Terespol. 100 r. 115 —			
				Voïga-Don. 100 r. 80 —			
				Riazan-Kozlov. 100 L. —			
				Riask-Morschausk. 100 L. —			
				Koursk-Kiew. 100 L. —			
				Kozlov-Voroneï. 100 r. —			
				Vitebsk-Orel. 100 L. —			
				Vélots-Grazi. 100 —			
				Schouba-Ivanovo. 125 —			
				Vitebsk-Orel. 125 —			
				Koursk-Kozlov. 100 L. —			
				Lambow-Saratov. 125 —			
				Kozlov-Lambow. 100 L. —			
				Novotouk. 100 —			
				Koursk-Moschausk. 100 —			
				Varsovie-Vienne. 60 —			
				Grazi-Borisoglebsk. 100 —			
				Grazi-Tartaria. 100 —			
				Expl. des carb. Pout-Antonovsk. 100 —			
				Souti-Titlis. 125 r. —			
				Baltique. 100 —			
				Kinechama-Ivanovo. 100 —			
				Voroneï-Gratchouk. 100 —			
				Varsovie-Bromberg. 100 —			
				Odessa (100). 100 —			
				Chemin de fer (obligations).			
				Obl. des ch. de fer 5 ^e consolidées 1 ^{er} em. 100 —			
				d ^e 2 ^{em} . 100 —			
				d ^e 3 ^{em} . 100 —			
				Obl. de la Gr. Société des ch. de fer 4 ^e em. 104 ¹ / ₂ —			
				Obl. ch. de f. Nicolaï. 100 —			
				1 ^{er} emiss. 110 —			
				d ^e 2 ^{em} 110 —			
				Riga-Dunabourg. 125 —			
				Riazan-Kozlov. 300 th. —			
				Moscou-Riazan. 300 th. —			
				Varsovie-Terespol. 100 —			
				Riask-Morschausk. 300 th. —			
				Koursk-Kiew. 300 —			
				Vitebsk-Orel. 100 L. —			
				Pout-Titlis. 20 —			
				Schouba-Ivanovo. 200 th. —			
				Vélots-Grazi. 300 —			
				Koursk-Kharkow. 300 —			
				Moscou-Smoïensk. 100 L. —			
				Lambow-Kozlov. 200 th. —			
				Kremenchtch-Khark. 300 —			
				Kharkow-Azov. 300 th. —			
				d ^e 100 —			
				Moscou-Yaroslavl. 100 L. —			
				Rybn-Bologoe 1 ^{er} em. 300 th. —			
				d ^e 2 ^{em} em. 82 —			
				Baltique. 300 —			
				Orel-Grazi. 300 —			
				Kozlov-Voroneï. 300 —			
				Moscou-Koursk 6 ^e 100 L. —			

